

La revue financière

Publication du ministère des Finances

Faits saillants des résultats financiers de novembre 1998

Excédent budgétaire de 64 millions de dollars en novembre 1998, en baisse de 399 millions par rapport à novembre 1997

Un excédent budgétaire de 64 millions de dollars a été réalisé en novembre 1998, en baisse de 399 millions par rapport à celui de 463 millions enregistré en novembre 1997. L'augmentation des recettes budgétaires a été de 559 millions (4,7 %), celle des dépenses de programmes, de 569 millions (6,8 %), et celle des frais de la dette publique, de 389 millions (12,1 %).

L'augmentation des recettes budgétaires d'une année sur l'autre reflétait la croissance des rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers et des sociétés, des recettes de la taxe sur les produits et services (TPS) et des recettes non fiscales, croissance dont l'incidence sur le total des recettes budgétaires a été atténuée par la diminution des droits de douane à l'importation, des taxes de vente et d'accise et des cotisations d'assurance-emploi.

À l'exception des dépenses relatives aux sociétés d'État et à la défense, toutes les autres principales composantes des dépenses de programmes ont augmenté d'une année sur l'autre. Les prestations d'assurance-emploi ont fortement augmenté, quoiqu'une grande partie de cette hausse ait été attribuable au traitement d'un paiement supplémentaire en novembre 1998. De plus, les subventions et autres transferts et les autres dépenses de fonctionnement et en immobilisations des ministères se sont accrues essentiellement en raison du moment de leur exécution.

La hausse des frais de la dette publique d'une année sur l'autre découlait surtout des ajustements à la baisse imputés à l'estimation de novembre 1997 relativement aux surestimations des mois précédents.

Excédent budgétaire de 9,7 milliards de dollars depuis le début de l'exercice

Au cours des 8 premiers mois (avril à novembre) de l'exercice 1998-1999, l'excédent budgétaire a été estimé à 9,7 milliards de dollars, en hausse de 1,5 milliard par rapport à celui de 8,2 milliards enregistré au cours des 8 premiers mois de 1997-1998. Cependant, cette amélioration a été largement attribuable à la hausse des rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers en mai 1998, surtout en raison des taxes dues en ce qui a trait aux revenus de l'année d'imposition 1997. Il n'y a pas eu d'amélioration nette du solde budgétaire au cours des 7 autres mois de 1998-1999.

Puisque les recettes sont généralement élevées en décembre, en partie en raison des remises provenant des contribuables qui versent des acomptes provisionnels trimestriels, on s'attend à ce que l'excédent depuis le début de l'exercice augmente davantage en décembre 1998. Toutefois, des déficits mensuels sont prévus pour le dernier trimestre de 1998-1999. Les réductions aux taux de cotisations d'assurance-emploi annoncées récemment entrent en vigueur le 1^{er} janvier 1999. Les recettes sont généralement à la baisse en janvier, à cause du paiement du crédit et des remboursements pour TPS en faveur des



La revue financière

Tableau 1

État sommaire des opérations

	novembre		d'avril à novembre	
	1997	1998	1997-1998	1998-1999
	(en millions de dollars)			
Opérations budgétaires				
Recettes	11 983	12 542	98 129	101 373
Dépenses de programmes	-8 312	-8 881	-62 839	-64 216
Solde de fonctionnement	3 671	3 661	35 290	37 157
Frais de la dette publique	-3 208	-3 597	-27 112	-27 496
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	463	64	8 178	9 661
Opérations non budgétaires	1 758	2 665	-2 441	-2 353
Besoins ou excédent financier (opérations de change exclues)	2 221	2 729	5 737	7 308
Opérations de change	1 638	-6 363	5 603	-825
Solde financier net	3 859	-3 634	11 340	6 483
Variation nette des emprunts	-105	3 339	-11 510	-15 068
Variation nette de l'encaisse	3 754	-294	-170	-8 585

Remarque : Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins financiers nets.

contribuables à revenu modeste. Il est prévu que les rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés seront largement inférieures pendant la période de règlement (février et mars 1999), reflétant ainsi la baisse des bénéfices des sociétés en 1998 (voir détails ci-après). Les gains relatifs au fonds des changes, qui sont déclarés en mars, seront aussi grandement inférieurs à ceux de mars 1998 en raison des mesures prises en 1998 pour soutenir le dollar canadien. Les remboursements au titre de l'impôt des particuliers, relativement au traitement des déclarations de revenu de 1998, diminueront davantage les recettes en mars 1999. Tous ces facteurs contribueront à ramener l'excédent fondamental pour 1998-1999 à un niveau inférieur à celui enregistré en 1997-1998.

Comparativement aux 8 premiers mois de 1997-1998, l'augmentation des recettes budgétaires, au cours de la même période en 1998-1999, a été de 3,2 milliards (3,3 %), celle des dépenses de programmes, de 1,4 milliard (2,2 %), et celle des frais de la dette publique, de 0,4 milliard (1,4 %).

Au chapitre des recettes budgétaires :

- Les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers ont progressé de 2,2 milliards (4,6 %). Cette hausse était attribuable aux augmentations soutenues des retenues mensuelles sur le revenu d'emploi, en raison du nombre supérieur de personnes ayant un emploi ainsi que des montants plus élevés de l'impôt final, sous l'effet de la forte croissance des revenus pendant l'année d'imposition 1997. La croissance générale des rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers a été atténuée par certains facteurs, y compris une forte augmentation des remboursements (en hausse de 1,2 milliard) et un virement de 0,3 milliard aux cotisations d'assurance-emploi, relativement à l'année d'imposition 1997. De plus, les paiements au titre de la Prestation fiscale canadienne pour enfants, qui sont déduits des rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers, ont augmenté de 0,2 milliard, reflétant le financement supplémentaire annoncé dans les budgets de 1996 et de 1997.

Tableau 2

Recettes budgétaires

	novembre		d'avril à novembre		variation (%)
	1997	1998	1997-1998	1998-1999	
(en millions de dollars)					
Impôts sur le revenu					
Impôt sur le revenu des particuliers	5 878	6 004	47 186	49 359	4,6
Impôt sur le revenu des sociétés	1 321	1 496	11 077	11 926	7,7
Autres	194	173	1 584	1 556	-1,8
Total des recettes d'impôt sur le revenu	7 393	7 673	59 847	62 841	5,0
Cotisations d'assurance-emploi	1 221	1 194	13 196	12 938	-2,0
Taxes et droits d'accise					
Taxe sur les produits et services	1 984	2 222	13 881	14 355	3,4
Droits de douane à l'importation	242	172	1 860	1 652	-11,2
Autres taxes et droits d'accise	845	719	5 946	5 827	-2,0
Total des taxes et droits d'accise	3 071	3 113	21 687	21 834	0,7
Total des recettes fiscales	11 685	11 980	94 730	97 613	3,0
Recettes non fiscales	298	562	3 399	3 760	10,6
Total des recettes budgétaires	11 983	12 542	98 129	101 373	3,3

- Les rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés ont grimpé de 0,8 milliard (7,7 %), même si les bénéfices des sociétés ont été plus faibles aux cours des 3 premiers trimestres de 1998 par rapport à la période correspondante en 1997. Cet écart est principalement attribuable aux procédures de paiement mensuel de l'impôt des sociétés, puisque celles-ci sont tenues de verser des acomptes provisionnels mensuels en fonction de leurs obligations fiscales réelles de l'exercice précédent ou de leurs obligations fiscales estimatives pour l'exercice en cours. Les sociétés ont 60 jours après la fin de leur exercice pour régler tous les montants dus. Ainsi, les rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés sont perçues dans une large mesure en février et en mars, ce qui représente entre 25 et 40 % des rentrées de l'exercice. Les acomptes provisionnels mensuels pour 1997 étaient surtout fondés sur les obligations fiscales de 1996.

Toutefois, les obligations fiscales de 1997 étaient considérablement plus élevées qu'en 1996, ce qui a donné lieu à une augmentation de près de 30 % des sommes perçues pendant la période de règlement (février et mars 1998) par rapport à celles de la période de règlement de 1996. Par conséquent, les acomptes provisionnels pour 1997 sous-évaluaient les obligations fiscales réelles de l'ensemble de l'exercice. Les acomptes provisionnels pour 1998 ont donc été augmentés en fonction des obligations fiscales de 1997, témoignant ainsi de la vigueur actuelle des rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés. Étant donné la baisse des bénéfices des sociétés en 1998, il est prévu que les sommes perçues pendant la période de février-mars 1999 seront inférieures à celles de la période de février-mars 1998.

La revue financière

Tableau 3

Dépenses budgétaires

	novembre		d'avril à novembre		variation (%)
	1997	1998	1997-1998	1998-1999	
(en millions de dollars)					
Paiements de transfert					
Particuliers					
Prestations aux aînés	1 867	1 899	14 711	15 084	2,5
Prestations d'assurance-emploi	837	944	7 023	7 054	0,4
Total	2 704	2 843	21 734	22 138	1,9
Autres administrations					
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux	1 042	1 042	8 333	8 333	0,0
Transferts fiscaux	777	828	6 171	6 355	3,0
Paiements de remplacement pour programmes permanents	-180	-189	-1 423	-1 494	5,0
Total	1 639	1 681	13 081	13 194	0,9
Dépenses directes de programmes					
Subventions et autres programmes					
Agriculture	54	106	371	394	6,2
Affaires étrangères	111	19	922	784	-15,0
Santé	40	91	512	651	27,1
Développement des ressources humaines	98	113	883	1 091	23,6
Affaires indiennes et du Nord	265	272	2 642	2 723	3,1
Industrie et développement régional	121	120	865	881	1,8
Anciens combattants	112	115	915	910	-0,5
Autres	150	398	1 571	1 593	1,4
Total	951	1 234	8 681	9 027	4,0
Paiements aux sociétés d'État					
Société Radio-Canada	75	80	597	585	-2,0
Société canadienne d'hypothèques et de logement	153	143	1 077	1 145	6,3
Autres	88	69	722	650	-10,0
Total	316	292	2 396	2 380	-0,7
Dépenses de fonctionnement et dépenses en capital					
Défense	982	848	5 913	5 575	-5,7
Ensemble des autres dépenses ministérielles	1 720	1 983	11 034	11 902	7,9
Total	2 702	2 831	16 947	17 477	3,1
Total des dépenses directes de programmes	3 969	4 357	28 024	28 884	3,1
Total des dépenses de programmes	8 312	8 881	62 839	64 216	2,2
Frais de la dette publique	3 208	3 597	27 112	27 496	1,4
Total des dépenses budgétaires	11 520	12 478	89 951	91 712	2,0
Poste pour mémoire :					
Total des transferts	5 294	5 758	43 496	44 359	2,0

Tableau 4

Solde budgétaire et besoins ou excédent financiers

	novembre		d'avril à novembre	
	1997	1998	1997-1998	1998-1999
	(en millions de dollars)			
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	463	64	8 178	9 661
Prêts, placements et avances				
Sociétés d'État	-92	141	180	891
Autres	-72	-26	-123	-463
Total	-164	115	57	428
Comptes à fins déterminées				
Compte du Régime de pensions du Canada	-691	-593	299	349
Comptes de pension de retraite	342	322	1 678	2 533
Autres	7	-10	-207	45
Total	-342	-281	1 770	2 927
Autres opérations	2 264	2 832	-4 268	-5 708
Total des opérations non budgétaires	1 758	2 665	-2 441	-2 353
Besoins ou excédent financiers (opérations de change exclues)	2 221	2 729	5 737	7 308
Opérations de change	1 638	-6 363	5 603	-825
Solde financier net	3 859	-3 634	11 340	6 483

Tableau 5

Solde financier net et emprunts nets

	novembre		d'avril à novembre	
	1997	1998	1997-1998	1998-1999
	(en millions de dollars)			
Solde financier net	3 859	-3 634	11 340	6 483
Augmentation (+) ou diminution (-) nette des emprunts				
Payables en dollars canadiens				
Obligations négociables	3 500	-1 100	10 575	1 831
Obligations d'épargne du Canada	109	290	-1 958	-2 197
Bons du Trésor	-3 500	-500	-19 000	-26 100
Autres	168	362	160	1 281
Total partiel	277	-948	-10 223	-25 185
Moins dette non échue détenue par le gouvernement	-822	-415	-28	151
Total	-545	-1 363	-10 251	-25 034
Payables en devises				
Obligations négociables	42	4 838	-236	9 226
Billets et prêts	0	0	0	0
Bons du Canada	342	-136	-684	1 687
Billets du Canada	56	-	-339	-947
Total	440	4 702	-1 259	9 966
Variation nette des emprunts	-105	3 339	-11 510	-15 068
Variation de l'encaisse	3 754	-294	-170	-8 585

La revue financière

- Les cotisations d'assurance-emploi ont chuté de 0,3 milliard (2,0 %), sous le coup de la baisse des taux de cotisation. Le taux de cotisation de l'employé (par tranche de 100 \$ de gains assurables) est passé de 2,90 \$ en 1997 à 2,70 \$ en 1998 (avec une diminution correspondante du taux de l'employeur). Puisque le taux prévu de cotisation de l'employé sera de 2,55 \$ en 1999, les recettes tirées des cotisations seront plus faibles en 1998-1999 qu'en 1997-1998.
- Les recettes nettes de TPS ont progressé de 0,5 milliard (3,4 %). Jusqu'à présent, les recettes mensuelles ont été extrêmement volatiles en raison surtout du calendrier des remboursements. Les recettes brutes ont augmenté de 6,4 % au cours des 8 premiers mois de 1998-1999, conformément à la croissance de la demande des consommateurs. Toutefois, les remboursements étaient en hausse de 10,5 %, diminuant ainsi la croissance des recettes nettes.
- Les droits de douane à l'importation ont diminué de 0,2 milliard (11,2 %), puisque la croissance des importations a été plus que contrebalancée par l'effet des réductions tarifaires. Les autres taxes et droits d'accise ont fléchi de 0,1 milliard (2,0 %), essentiellement en raison de la réduction de la taxe du transport aérien depuis le 1^{er} janvier 1998 et de son élimination le 1^{er} novembre 1998.
- Les recettes non fiscales, soit le rendement des investissements et les autres recettes non fiscales, comme les droits et les produits d'opérations de vente, ont augmenté de 0,4 milliard (10,6 %).

Au chapitre des dépenses de programmes :

- Les principaux transferts aux particuliers ont augmenté de 0,4 milliard, surtout sous l'effet des prestations aux aînés plus élevées. Les prestations d'assurance-emploi ont légèrement augmenté, reflétant le traitement d'un paiement supplémentaire en novembre 1998.
- Les principaux transferts aux autres administrations se sont accrus de 0,1 milliard puisque les transferts fiscaux supérieurs ont été largement contrebalancés par des recouvrements plus élevés aux termes des paiements de remplacement pour programmes permanents. Les droits en espèces au titre du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPS) sont demeurés les mêmes étant donné qu'en vertu de la législation actuelle, les droits en espèces par exercice pour la période de 1997-1998 à 2002-2003 ne peuvent être inférieurs à 12,5 milliards. Toutefois, les droits au titre du TCSPS comprennent à la fois des montants en espèces et des transferts de points d'impôt. En raison du plancher des droits en espèces et de la valeur croissante des transferts de points d'impôt, les droits au titre du TCSPS sont en hausse.
- Les dépenses de programmes directes, soit le total des dépenses de programmes moins les principaux transferts aux particuliers et aux autres administrations, ont progressé de 0,9 milliard, ou 3,1 %. Cette composante regroupe les subventions et autres transferts, les paiements aux sociétés d'État ainsi que les dépenses de fonctionnement et en immobilisations du gouvernement, y compris pour la défense. Les subventions et autres transferts ont grimpé de 0,3 milliard, principalement en raison des initiatives annoncées dans le budget de février 1998 à l'égard de la Stratégie canadienne pour l'égalité des chances et de la hausse des transferts relatifs aux Autochtones. Les paiements aux sociétés d'État ont été inchangés dans l'ensemble, tandis que les dépenses de fonctionnement et en immobilisations se sont accrues de 3,1 %.

Les frais de la dette publique ont augmenté de 0,4 milliard (1,4 %), puisque la baisse de l'encours de la dette portant intérêt a été compensée par la hausse du taux d'intérêt réel moyen sur ladite dette.

Excédent financier de 7,3 milliards de dollars depuis le début de l'exercice (opérations de change exclues)

Le solde budgétaire est présenté selon la comptabilité d'exercice modifiée, aux termes de laquelle les passifs du gouvernement sont comptabilisés à mesure qu'ils sont engagés, peu importe le moment où s'effectue le paiement au comptant. De plus, le solde budgétaire ne vise que les activités sur lesquelles le gouvernement exerce un contrôle législatif.

En revanche, les besoins ou l'excédent financiers représentent l'écart entre les encaissements et les décaissements de l'État. Ils diffèrent du solde budgétaire, car ils comprennent des opérations relatives aux prêts, aux placements et aux avances, aux comptes de pension des fonctionnaires fédéraux, aux autres comptes à fins déterminées ainsi qu'à l'évolution des autres actifs et passifs. Ces activités font partie des opérations non budgétaires. La conversion de la comptabilité d'exercice à la comptabilité de caisse est également reflétée dans les opérations non budgétaires.

Les opérations non budgétaires ont donné lieu à un besoin net de 2,4 milliards de dollars au cours de la période d'avril à novembre 1998, soit un montant à peu près égal à celui de la période correspondante en 1997. Cela a permis de dégager un excédent financier (opérations de change exclues) de 7,3 milliards au cours des 8 premiers mois de 1998-1999, en hausse de 1,6 milliard par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

Solde financier net de 6,5 milliards de dollars et emprunts nets en baisse de 15,1 milliards depuis le début de l'exercice

Les opérations de change représentent toutes les opérations liées aux réserves internationales détenues dans le Compte du fonds des changes. Ce dernier a pour objectif de maintenir l'ordre et la stabilité sur le marché des changes. À cette fin, il achète des devises (en vendant des dollars canadiens) lorsque la valeur du dollar canadien est touchée par des pressions à la hausse et vend des devises (en achetant des dollars canadiens) lorsque la valeur du dollar canadien subit des pressions à la baisse. L'achat de dollars canadiens constitue une ressource provenant des opérations du Compte du fonds des changes, tandis que la vente de dollars canadiens représente un besoin. L'évolution des passifs en devises, qui servent à modifier le niveau des réserves en devises du Canada, influe aussi sur les opérations de change.

En tenant compte de tous ces facteurs, le besoin net de ressources provenant des opérations de change s'est établi à 0,8 milliard pour les 8 premiers mois de 1998-1999, par rapport à des ressources nettes de 5,6 milliards au cours de la période correspondante de l'exercice précédent.

Avec un excédent budgétaire de 9,7 milliards, un besoin net de 2,4 milliards provenant des opérations non budgétaires et un besoin net de 0,8 milliard provenant des opérations de change, le solde financier net affichait un excédent de 6,5 milliards pour la période d'avril à novembre 1998, comparativement à un excédent de 11,3 milliards pour la période correspondante en 1997.

Par le biais de ce solde financier net et d'une diminution de l'encaisse de 8,6 milliards, le gouvernement a remboursé 15,1 milliards de la dette contractée sur les marchés au cours des 8 premiers mois de 1998-1999. À la fin de novembre 1998, l'encaisse s'établissait à 1,8 milliard de dollars.

La revue financière

Tableau 6

État condensé de l'actif et du passif

	31 mars 1998	30 novembre 1998	variation
	(en millions de dollars)		
Passif			
Créditeurs, charges à payer et provisions			
Créditeurs et charges à payer	22 364	10 176	-12 188
Intérêt et dette échue	10 419	12 909	2 490
Provisions	10 917	10 917	0
Total des créditeurs, des charges à payer et des provisions	43 700	34 002	-9 698
Dette portant intérêt			
Régimes de retraite et autre comptes			
Régimes de retraite du secteur public	117 457	119 989	2 532
Régime de pensions du Canada (net des titres détenus)	4 205	4 554	349
Autres régimes de retraite et autres comptes	5 872	5 916	44
Total des régimes de retraite et autres comptes	127 534	130 459	2 925
Dette non échue			
Payable en dollars canadiens			
Obligations négociables	294 583	296 414	1 831
Bons du Trésor	112 300	86 200	-26 100
Obligations d'épargne du Canada	29 769	27 723	-2 046
Autres	3 456	4 738	1 282
Total partiel	440 108	415 075	-25 033
Payable en devises	27 183	37 149	9 966
Total de la dette non échue	467 291	452 224	-15 067
Total de la dette portant intérêt	594 825	582 683	-12 142
Total du passif	638 525	616 685	-21 840
Actif			
Encaisse et débiteurs	15 813	3 237	-12 576
Comptes d'opérations de change	28 968	29 793	825
Prêts, placements et avances (net des provisions)	14 036	13 608	-428
Total de l'actif	58 817	46 638	-12 179
Déficit accumulé (dette publique nette)	579 708	570 047	-9 661

Pour toute demande d'exemplaires supplémentaires ou d'abonnement, s'adresser au Centre de distribution, au (613) 995-2855.

Pour tout autre renseignement concernant cette publication, communiquer avec Paul Rochon, au (613) 996-9447.

Également accessible sur Internet à <http://www.fin.gc.ca/>

This publication is also available in English.

Janvier 1999

